

# STATEMENT DISCOURS

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.



87/33

Allocution du  
très honorable Joe Clark,  
secrétaire d'État aux  
Affaires extérieures,  
au Conseil des Relations  
internationales de Montréal  
le 21 mai 1987

OTTAWA

Le 9 juin 1987

Récemment, j'ai commencé une semaine à Washington par un tête à tête avec George Shultz, dans le cadre de nos rencontres régulières. Monsieur Shultz revenait à peine d'Asie, où en l'espace d'une journée, il avait pris son petit déjeuner en Chine, son déjeuner en Corée et son dîner au Japon. Telle est la vie prestigieuse d'un ministre des Affaires étrangères américain. Quant à moi, j'ai terminé la semaine dans mon comté de Yellowhead où, dans la même journée, j'ai pris mon petit déjeuner à Whitecourt, mon déjeuner à Swan Hills et mon dîner à Fort Assiniboine, avant de me rendre à une réunion à Barrhead. Telle est la vie d'un Ministre des affaires extérieures qui siège à la Chambre des Communes du Canada et qui a l'intention d'y rester.

Les deux mondes ne sont pas aussi différents qu'ils ne le paraissent. Il y a vingt-six ans, le premier accord à long terme signé avec la Chine avait dynamisé l'économie céréalière de l'Ouest du Canada. Lors de sa récente visite au Canada, le Ministre du commerce de Corée a annoncé que son pays prévoyait porter de 11,000 à 15,000 tonnes par année ses importations de graines de colza canadien.

Il n'est pas de journée où les décisions politiques prises à Paris, à Washington, à Moscou et dans d'autres capitales n'ont un effet marquant sur les marchés et les prix des agriculteurs canadiens. Mikhaïl Gorbatchev joue un rôle important à Fort Assiniboine. Le Programme agricole commun de la Communauté européenne a été tout aussi néfaste aux agricultures de l'Alberta que le Programme énergétique national l'a été pour nos travailleurs de l'industrie pétrolière. Jimmy Gardiner a bâti sa renommée en parcourant les bas quartiers du Manitoba. Pour faire son travail, Charlie Mayer a passé une semaine en mars dernier en Union Soviétique. Il a cherché des débouchés commerciaux afin de pouvoir soutenir l'intérêt des Soviétiques à l'égard de nos céréales.

Ce qui est vrai pour les questions agricoles en est de même pour toute autre question qui intéresse le Canada. Le message est simple: dans un monde interdépendant, les relations internationales font partie de la vie quotidienne de tous les Canadiens et le Gouvernement se doit de traiter la politique étrangère comme une priorité interne.

Depuis que notre gouvernement a été porté au pouvoir, ce message il l'a fait sien. Nous avons décidé de faire en sorte que la politique extérieure du Canada serve à exprimer et à unifier les éléments distincts de la société canadienne.

Je voudrais discuter brièvement avec vous aujourd'hui de deux aspects de cette interaction de plus en plus grande entre les intérêts nationaux du Canada et ses activités sur la scène mondiale. Le premier concerne l'agriculture, autrefois une industrie à caractère strictement local mais dont les problèmes ne peuvent aujourd'hui trouver une solution que dans l'action internationale. Le deuxième aspect est l'affirmation délibérée du caractère unique du Canada dans nos activités internationales.

Premièrement, l'agriculture. Demain, à Ottawa, le premier ministre doit ouvrir une réunion spéciale à laquelle participeront 14 pays qui s'estiment des "importateurs agricoles loyaux." Parmi ces pays, on trouve l'Argentine, la Hongrie, la Thaïlande, la Nouvelle-Zélande et d'autres nations qui souvent diffèrent tant par leurs productions agricoles que par leurs idéologies. Tous ces pays sont cependant victimes de la guerre agricole que se livrent les États-Unis et la Communauté économique européenne.

Cette réunion est celle du Groupe de Cairns, qui a tenu sa première session à Cairns, en Australie. Les participants voulaient alors faire en sorte que l'agriculture devienne l'un des points de mire de la nouvelle série de Négociations commerciales multilatérales, lancées en septembre dernier à Punta del Este, en Uruguay.

Nous avons réussi à atteindre ce premier objectif. Pour la première fois en effet, une ronde de négociations tenue sous l'égide du GATT traite directement du commerce des produits agricoles.

D'autres progrès ont été réalisés la semaine dernière à Paris à l'occasion de la réunion de l'OCDE. Mes collègues Pat Carney et Michael Wilson ont contribué dans une large mesure à faire adopter par les membres de l'OCDE plusieurs principes qui serviront à orienter le commerce agricole. Mais surtout, il y a eu entente sur une "trêve" dans la guerre agricole - c'est-à-dire que l'Europe et les États-Unis ont convenu de ne prendre aucune nouvelle mesure protectionniste pendant les discussions du GATT.

La réunion qui se tiendra demain cherchera à élargir le rang des nations qui adopteront ces principes et respecteront cette trêve. On y cherchera également des moyens de hâter les progrès dans le cadre des négociations du GATT.

Deux raisons expliquent pourquoi la réunion a lieu au Canada. La première est que, des sept nations industrialisées, le Canada est la seule qui soit membre à la fois du Groupe de Cairns et du Sommet économique. Nous sommes donc le pont entre ceux qui sont engagés dans la guerre agricole et ceux qui en sont les victimes. Le premier ministre Mulroney pourra faire part à ses confrères du Sommet économique de certaines des préoccupations soulevées par le Groupe de Cairns.

La seconde raison est que le Canada a déjà joué un rôle de premier plan en faisant inscrire l'agriculture à l'ordre du jour international. M. Mulroney a fait de cette question la préoccupation première du Canada au Sommet de Tokyo l'an dernier. Nous avons continué sur cette lancée au GATT, à l'OCDE et dans d'autres forums.

Cette initiative prouve que des nations ayant des intérêts communs peuvent joindre efficacement leurs efforts. Dans le présent contexte, cela est particulièrement important pour les agriculteurs, dont les moyens d'existence sont menacés par les pratiques internationales de subventionnement. Il faut aussi voir dans cette initiative un signe non équivoque que l'instinct multilatéral est encore bien vivant dans la communauté internationale. Le leadership exercé par le Canada à l'égard de la question agricole démontre de façon pratique le genre de rôle que nous pouvons jouer dans le monde d'aujourd'hui.

J'aimerais maintenant vous montrer comment le caractère unique du Canada contribue à l'influence que notre pays exerce dans le monde.

Nous sommes un pays bilingue, et chacune de nos langues officielles nous rattache à une famille de nations distinctes et différentes: dans un premier cas, le Commonwealth; dans un deuxième, la Francophonie. Ces deux familles se réuniront au Canada cette année: la Francophonie à Québec en septembre, et le Commonwealth à Vancouver en octobre.

Ce ne sera que le deuxième sommet de la Francophonie. Durant des années, il a été impossible de s'entendre sur une formule qui permette ce type de réunion. Toutefois, le premier ministre Mulroney et le l'ex-premier ministre du Québec, M. Pierre-Marc Johnson, sont parvenus à un accord auquel a également souscrit le Nouveau-Brunswick. C'est cet accord qui a ouvert la voie à la tenue du premier sommet, l'an dernier.

Le Sommet francophone va devenir un instrument pragmatique de concertation multilatérale et il est appelé à être un facteur d'intégration dans le système international

C'est nous qui l'avons conçu de la sorte en mettant l'accent sur le volet politique qui permet une réflexion commune des 41 chefs d'état et de gouvernement de la francophonie.

Tout aussi important est l'esprit qui a animé cette oeuvre commune. Le récent accord du Lac Meech et l'entente Johnson-Mulroney sur le Sommet francophone procèdent d'une égale confiance retrouvée du pays en lui-même.

Nous sommes parvenus à nous dégager du carcan des inquiétudes du passé. Nous sommes maintenant prêts à aborder les relations internationales en fonction de résultats concrets.

C'est une telle attitude qui nous permet, enfin, d'envisager la visite d'un Président de la République française au Canada comme un événement normal, si importante soit-elle.

Le Commonwealth n'est pas une institution nouvelle, mais on peut dire qu'il s'ouvre à une nouvelle vie. Ces dernières années, le Canada et d'autres nations ont négligé le Commonwealth. Le gouvernement du Canada s'était donné pour mission de rétablir l'importance du Commonwealth au même titre qu'il a cherché à trouver une formule pour La Francophonie. Nous avons réussi, particulièrement en ce qui concerne la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud.

Aux yeux du Canada, le système de l'apartheid est fondamentalement mauvais et doit être changé. Mais les paroles ne changent pas les systèmes; il faut, pour ce faire, une action concertée. Le Commonwealth était alors l'un des meilleurs instruments dont nous disposions pour exercer des pressions sur l'Afrique du Sud tout en favorisant la modération et l'unité parmi les populations noires de l'Afrique australe. Le Zimbabwe, la Zambie et le Botswana sont des voisins de l'Afrique du Sud et des membres du Commonwealth. Monsieur Mulroney est le seul leader occidental à avoir visité le Zimbabwe depuis que ce pays existe. Nous avons pu jouer un rôle constructif dans la lutte contre l'apartheid parce que nous avons respecté et ravivé les traditions qui unissent les membres de la famille du Commonwealth. Notre leadership au sein de cette association est à la fois une éloquente expression du caractère du Canada et un instrument efficace de notre action internationale.

Conformément à l'esprit du bilinguisme, je dois maintenant montrer que je peux m'exprimer dans l'autre langue officielle du pays.

Je parlais de leadership. Qu'il me soit permis, à cet égard, de citer les paroles de sir John A. MacDonald, l'un des fondateurs du pays avec Georges-Étienne Cartier. Quand on lui demandait de quelle manière il abordait la politique, il répondait: "Regardez un peu devant vous, mon ami". Pas trop devant soi - ces paroles viennent de moi, et non de sir John A. MacDonald - juste assez pour changer les choses, mais pas au point où personne ne vous suivra.

C'est ce que nous avons essayé d'accomplir en politique étrangère, qu'il s'agisse de la question de l'apartheid en Afrique du Sud ou de celle de la famine au Sahel; qu'il s'agisse de la volonté de faire examiner les problèmes de l'agriculture aux grandes réunions économiques internationales, ou de la diplomatie que nous avons déployée et des longues heures que nous avons consacrées pour assurer la réussite du lancement, à Punta del Este, d'une nouvelle ronde de négociations du GATT qui comprendra non seulement l'agriculture, mais aussi des questions nouvelles, comme les services, que les participants venus en Uruguay n'étaient pas tous prêts à envisager dans le cadre d'un accord.

C'est l'attitude que nous avons prise envers des institutions internationales comme l'UNESCO. D'autres pays ont décidé de se retirer de l'UNESCO pour montrer leur désapprobation. Nous avons décidé d'y rester afin d'amener une réforme de l'intérieur.

Nous avons adopté aussi ce genre d'attitude envers les Nations Unies, cette organisation mondiale ayant elle-même grand besoin d'une réforme. Celle-ci a maintenant commencé, et c'est en partie en raison des initiatives du Canada. Une réforme, soit dit en passant, qui a amené la présence d'une femme au sein de la haute direction des Nations Unies, ce siège de l'égalité dans le monde. Et la première femme à être nommée à un poste élevé dans le système des Nations Unies a été une Canadienne désignée par nous, Mme Thérèse Paquette-Sévigny. Nous sommes fiers de la présence en tant que femme et de sa compétence; nous sommes fiers aussi que le Canada ait pu exercer une légère influence libératrice sur les traditions des Nations Unies.

C'est également l'approche que nous avons adoptée en matière de contrôle des armements; nous avons insisté sur la vérification; nous avons essayé d'amener des nations, qui vont de l'Argentine à l'Union soviétique, réunies à Ottawa il n'y a pas longtemps, à discuter des moyens pratiques d'accomplir la vérification essentielle à la confiance dans le contrôle des armements.

C'est pourquoi le Canada et la Hongrie, pays qui appartiennent à des blocs différents, ont coparrainé à la Conférence de la CSCE à Vienne, il y a seulement quelques mois, une résolution concernant le traitement des minorités dans les pays qui sont parties au processus de la CSCE.

Cela indique l'esprit dans lequel nous avons abordé les possibilités qui s'offrent au Canada en Amérique latine, région à laquelle nous portons un vif intérêt sans cependant exercer une grande influence. Un des domaines sur lequel notre influence pourrait être importante serait en essayant de rendre efficace le processus de Contadora si, en fait, on arrivait à faire régner la paix sur cette région. C'est l'une des vocations du Canada, l'excellence dans le maintien de la paix. Et c'est là certainement un talent dont on aura grand besoin, si l'on conclut des accords en Amérique centrale; le Canada a contribué dans une bonne mesure à l'élaboration du mécanisme de maintien de la paix dans la région.

Nous avons choisi de nous ouvrir délibérément sur l'Asie au moment où les compressions budgétaires forcent le secrétaire d'État aux Affaires extérieures à fermer des ambassades ici et là. Nous avons ouvert quatre bureaux consulaires ou bureaux commerciaux dans la région de l'Asie et du Pacifique, plus précisément en Nouvelle-Zélande, à Shanghai, à Osaka, à Bombay. Nous savons qu'il existe de grandes possibilités, non seulement pour le commerce, mais aussi pour les échanges culturels, par-delà un deuxième océan.

Nous essayons de maintenir une pression constante pour amener des progrès dans le monde. Nous avons suffisamment de poids pour suivre une telle politique, et nous avons la volonté de le faire. Nous croyons que cela répond aux attentes des Canadiens.

Dans un monde en évolution, il est important, à mon sens, que le Canada joue ce rôle activement. Nous avons à cet égard des titres de créance absolument uniques. Nous sommes partenaires, par exemple, de l'Inde et du Zimbabwe au sein du Commonwealth; de la Tunisie et du Zaïre au sein de la Francophonie; de l'Union soviétique dans le développement du Nord; de tous les pays industrialisés au Sommet économique; du Mexique et de l'Argentine dans l'appui du Groupe de Contadora; de la Thaïlande et du Brésil dans le Groupe de Cairns, dont la réunion vient d'avoir lieu.

Ces associations ouvrent un champ d'action qui déborde nos attaches traditionnelles. Nous sommes un pays d'une puissance considérable, mais non une superpuissance. L'une de nos caractéristiques est que notre influence dépasse notre puissance si nous exploitons cette influence à bon escient et si nous utilisons tous les instruments qui sont à notre disposition.

Le monde a besoin de la participation active d'un pays comme le Canada - respecté, qui jouit de bonnes relations, dont les habitants viennent littéralement de tous les coins du monde et, quelles que soient les tentations qui se présentent, un pays qui reste profondément convaincu de l'importance du multilatéralisme dans un monde comme le nôtre.



Ce n'est pas nécessairement un âge facile, une époque facile pour les institutions multilatérales. Mais il y a des signes d'amélioration. Il y a des progrès, au lieu de conflits, en ce qui concerne le contrôle des armements. Aux Nations Unies, on assiste à une réforme plutôt qu'à des abandons. À un certain moment - et cela est manifeste dans le domaine des questions commerciales - l'instinct de se rapprocher, d'agir ensemble, avait commencé à faiblir. Il est très important que des pays comme le Canada, des pays qui étaient présents au moment de la fondation des Nations Unies, présents au début du GATT, présents au début de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord, se souviennent de l'intérêt que nous avons à maintenir un système multilatéral de ce genre et de l'influence que nous pouvons exercer.

Parce que les intérêts de chaque communauté canadienne - les plus grands, les plus petits, sont affectés directement par les questions internationales. Aujourd'hui, c'est une question, par exemple, de la sécurité des citoyens canadiens au Fiji. Mais c'est aussi aujourd'hui une question de la situation de nos cultivateurs, de nos commerçants, de tous nos citoyens affectés par le développement international. Nous sommes une partie du monde.

C'est un Canadien, Marshall McClewan qui a inventé l'expression "Le village planétaire". Nous étions tous émerveillés, je crois, de cette expression spirituelle avant de comprendre toutes ses répercussions directes sur nos vies. Ce n'est plus une simple expression. C'est maintenant une réalité inéluctable, une réalité qui n'est pas un danger pour le Canada, mais plutôt une occasion, pour nous, de façonner le monde d'une manière qui correspond mieux aux traditions de tolérance et de modération qui ont toujours caractérisé notre pays.